

Pêches

possible ni sur le plan de la gestion ni sur celui de la surveillance et on ne peut guère s'attendre à des résultats positifs à l'avenir, à en juger par la façon dont la situation évolue.

● (1520)

Je n'ai pas pu m'empêcher de remarquer un article de l'*Economist* du 2 juin, qui parlait essentiellement du conflit existant entre la Grande-Bretagne et l'Islande. L'article fait une étude globale de la situation, parle de la violation du principe de la liberté des mers, ainsi que des consultations préliminaires qui ont déjà lieu en vue de la conférence de San Diego; l'article précise également que très peu de gouvernements ont manifesté un intérêt réel dans un partage équitable des ressources ou dans la protection de l'environnement marin. Il est dit dans cet article, et je cite:

Une bonne partie de l'émoi actuel découle de prétentions nationales à l'égard des eaux «surjacentes» qui baignent le talus et les plateaux continentaux au large des côtes des pays intéressés. L'Australie et la Nouvelle-Zélande envisagent d'étendre leur souveraineté jusqu'à 200 milles; plusieurs états sud-américains ont déjà fait connaître des prétentions analogues; le Maroc est actuellement en conflit ouvert avec l'Espagne au sujet d'une zone de 70 milles; l'Islande a déclaré qu'elle allait étendre sa souveraineté jusqu'à 70 milles; et ainsi de suite avec la Chine qui va même jusqu'à demander l'annulation des conventions de 1958 et 1960 qu'elle dénonce comme étant le produit de machinations impérialistes.

Vient ensuite ce que j'estime la partie la plus intéressante de tout l'article surtout parce qu'elle traite principalement du différend entre l'Angleterre et l'Islande et du droit des pêcheurs britanniques de pêcher au large de la côte islandaise.

Si la tendance pour chaque pays côtier de s'accaparer de tout ce qu'il peut se poursuit, toute tentative solitaire de s'y opposer ne pourrait produire que de faibles résultats et peut-être de lourdes pertes. Le moment est probablement venu pour l'Angleterre de se préparer à la conférence de 1974 et de décider jusqu'où elle doit étendre ses propres frontières maritimes pour ensuite les faire respecter.

Le fait qu'un journal économique perspicace adopte cette position dans le contexte du différend entre l'Angleterre et l'Islande dénote à quel point la façon de penser a évolué à l'égard de cette situation et à quel point on est désillusionné quant aux possibilités d'aboutir à une réglementation satisfaisante par voie d'accords internationaux.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: C'est regrettable. Je trouve un certain attrait à la notion de réglementation et de coopération internationales mais, au moins jusqu'à présent, les accords CIPAN ne sont pas parvenus à protéger efficacement la faune marine ni à la gérer correctement. En tant que Canadiens, nous désirons être de bons citoyens du monde mais c'est certes notre devoir que de protéger nos pêcheurs et de conserver notre cheptel marin qui fait l'objet d'une exploitation sans cesse accrue. De plus, à ce qu'on m'a dit, la surveillance de ces eaux, donc celle de nos pêcheurs et de nos pêcheries, est insuffisante. Je suis certain que d'autres orateurs souligneront cet aspect.

C'était donc pour protéger notre intérêt national et protéger nos stocks de poisson que mon parti a adopté une résolution à Charlottetown l'automne dernier qui prévoyait, avant tout, le rétablissement d'un ministère des Pêches distinct.

Des voix: Bravo!

[M. Stanfield.]

M. Stanfield: La résolution poursuivait, et je cite:

... sous les auspices de ce nouveau ministère, lancer un programme nouveau et dynamique pour étendre le contrôle du Canada aux extrémités de son plateau continental pour la conservation et la gestion de ses ressources marines; augmenter immédiatement ses possibilités de surveillance et de protection pour les pêcheurs...

Ce principe a été adopté comme partie intégrante d'une politique nationale.

M. McGrath: Longtemps avant que le ministre fasse son discours, si je puis ajouter.

M. Stanfield: Il est vrai que le différend opposant l'Islande à la Grande-Bretagne a porté jusqu'ici sur une limite de 50 milles, bien que l'article de l'*Economist* que j'ai cité indique que l'Islande songe à aller plus loin et à revendiquer une limite de 70 milles. Il y a un certain nombre de jours, le représentant de Gander-Twillingate (M. Lundrigan) a essayé de faire affirmer au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) l'appui du Canada à la position fondamentale de l'Islande d'étendre sa compétence à une limite de 50 milles.

M. Sharp: Il m'a demandé d'intervenir.

M. Stanfield: Je n'ai pas l'intention de me lancer dans une discussion avec le ministre pour savoir s'il lui a demandé d'intervenir ou non. Je veux faire valoir qu'il s'agissait de la proposition de l'Islande et donc des 50 milles...

M. Sharp: Mais nous allons beaucoup plus loin, jusqu'à 200 milles.

M. Stanfield: Si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures désire nous faire profiter de ses vues et de sa sagesse, je suis certain qu'il peut participer au débat. A mon avis toutefois, les déclarations faites par le ministre jusqu'ici ne justifient aucunement sa façon de déformer les faits maintenant; il en va de même pour les propos tenus par le ministre de l'Environnement et des Pêches (M. Davis) dans un discours prononcé au Nouveau-Brunswick. Je n'ai pas l'intention de provoquer une vive controverse au cours du présent débat, même si cela m'amuse autant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, quoique celui-ci soit une personne beaucoup plus réservée, étant donné qu'il est au fond un fonctionnaire...

M. Sharp: Je suis ici depuis plus longtemps que vous et j'ai en outre été impliqué dans beaucoup plus de controverses que vous.

M. Stanfield: Je retire ces paroles, monsieur l'Orateur, car des membres de la Fonction publique pourraient penser que je voulais les insulter.

M. Sharp: Je ne voulais que rétablir les faits.

● (1530)

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le député de Gander-Twillingate a cherché à inciter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à donner son appui au principe soutenant la position prise par l'Islande. Je ne sais pas si le ministre de l'Environnement et des Pêches est heureux de son titre, parce qu'il a fait tout son possible pour en faire supprimer le terme «Pêches». Quoiqu'il en soit, il a fait un discours politique devant l'association libérale du Nouveau-Brunswick l'autre jour, et a essayé sans aucun doute